

<https://www.pressegauche.org/L-angle-mort-de-la-politique>



L'angle mort de la politique

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : jeudi 6 mai 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le prochain conseil national de Québec solidaire traitera du sort du collectif antiraciste décolonial, mais on ne peut vraiment affirmer qu'il s'agit d'un débat.

Le Comité de coordination national a décidé de soumettre sa proposition de blâme qui s'adresse à ce collectif après la date limite à laquelle les associations pouvaient proposer des amendements ou des propositions alternatives. Il s'est également donné en même temps la prérogative de soumettre ses griefs envers le collectif sans leur permettre en parallèle de soumettre leur réplique. Leur document a pu apparaître deux semaines plus tard alors que les associations avaient déjà tenu leurs assemblées et les idées du CCN avaient largement circulé. Incluant les présentations, les membres disposeront de 30 minutes pour tenter de débattre et se faire une autre idée. Cette façon d'agir est sans précédent, inquiétante pour l'avenir de la démocratie au sein de QS et en soi une raison suffisante pour rejeter cette proposition.

Quels que soient les motifs de la direction du parti, cette façon d'agir empêche littéralement tout débat sur un sujet crucial dans la société québécoise dont le collectif est un reflet au sein de QS.

Quel espace donner dans la politique québécoise aux communautés ethnoculturelles ? Comment les amener à rejoindre le projet indépendantiste ? Comment lutter contre le racisme systémique dans la société mais également comment appliquer cette politique dans nos rangs ?

Le projet indépendantiste de Québec solidaire n'est pas assumé en termes de changement fondamental de la société basé sur les droits des travailleurs et travailleuses et des minorités ethnoculturelles comme notre programme l'indique.

Ce rapport de classe ne fait pas partie du discours. On sent que la perspective se limite de plus en plus à la prise du pouvoir. Cela est porteur de conséquences, les pressions électorales font en sorte que le message se modèle selon le public cible et QS n'est pas à l'abri de cette tentation. Et ce public cible qu'on veut arracher au PQ semble-t-il n'est pas nécessairement sensible aux problématiques des personnes racisées ni à celles qui portent le voile.

L'actuelle direction de QS composée du CCN mais surtout de l'aile parlementaire et de ses PP, n'a pas articulé de positionnement de changement social avec une analyse de rapport de classe dans la société. On sent beaucoup plus un agenda mêlé de critiques et d'accommodements avec le gouvernement qui a stigmatisé les minorités avec la loi 21. Et ce malgré un vote de plus de 90% des membres en congrès pour une position claire contre cette idéologie et la reconnaissance de la diversité.

Le comité antiraciste décolonial et en quelque sorte à l'image de la société québécoise, les communautés ethnoculturelles ne sont pas gagnées à la souveraineté parce qu'elle n'y ont vu depuis des décennies que du déni de leurs droits et de l'oppression, avec la charte des valeurs puis la loi 21, entre autres... Et la direction de l'endroit privilégié où peut et doit avoir lieu cette discussion veut maintenant blâmer les porteurs de cette possibilité, quel paradoxe.

C'est dans ce contexte qu'on peut voir les dérapages du CAD, comment réaliser l'indépendance du Québec, c'est l'angle mort de ce débat. Une amie de la communauté haïtienne membre du CAD me disait récemment que toute sa famille votait libéral, et lui disait récemment comment peux-tu t'entêter à rester à QS ?

Ève Torres explique ainsi que « la lutte au racisme est incontournable. Les difficultés d'accès à l'emploi, l'immigration qui va croître avec la crise économique au sud et le réchauffement de la planète sont des problématiques qu'on doit entrevoir maintenant. J'étais de ceux et celles qui pensaient que lorsqu'on nomme les problèmes, on peut les reconnaître mais je me rends compte que ce n'est pas tout à fait le cas. Toutes nos luttes doivent avoir cette perspective intersectionnelle. Dans chaque enjeu, on ne peut pas ne pas penser aux autochtones et aux populations racisées. »

À la question comment faire en sorte de composer ensemble un Québec indépendant et égalitaire, Ève répond avec inquiétude : « Au premier abord je dirais qu'aucun parti politique ne peut y arriver en ce moment et en ce qui concerne QS, la problématique est la volonté d'aller chercher une certaine base électorale, qui n'est pas forcément sensible aux enjeux relatifs aux personnes racisées. L'actuelle direction de QS n'a pas été le porteur du message envoyé par les membres de QS concernant la position adoptée pourtant à plus de 90% au Conseil national de mars 2019 et surtout de ce que ça représentait : « Aucune règle particulière sur les signes religieux ne devrait s'appliquer à certaines professions plutôt qu'à d'autres, incluant celles qui exercent un pouvoir de coercition. » Le problème n'a pas été la base du parti, mais on a senti une déconnexion entre la direction et leurs proches et les membres de la base. »

Il faut donc combattre le courant nationaliste identitaire pour construire un autre projet social égalitaire antiraciste ?

Ève : « Oui absolument, il faut reconnaître qu'il y a urgence. Et la situation est complexe, il y a l'oppression nationale et l'oppression des personnes racisées dans l'État québécois. Il y a des personnes autochtones, des personnes noires qui meurent dans les hôpitaux. En même temps, on est encore sous la loi fédérale oppressive des indiens. On doit développer le même réflexe qu'à l'époque de la construction du mouvement féministe. Il faut que ça brasse et l'intelligence de la direction, ce n'est pas d'étouffer les voix mais de dire comment on peut avancer. Pourquoi les gens ont-ils des réactions intenses ? Parce qu'à l'extérieur de QS, tout est limité, la représentativité, la parole, en plus des préjugés, du harcèlement et des menaces. Les gens ont pensé qu'à QS il y avait l'espace pour le faire. »

« L'indépendance ça doit avoir un contenu pour rejoindre le monde, en ce moment avec ce qu'en a fait le PQ et le gouvernement de la CAQ avec la loi 21, plusieurs personnes racisées se sentent protégées par le Canada, c'est ça la réalité et c'est pour ça qu'ils votent libéral. Il faut dire les choses telles qu'elles sont. Aujourd'hui les discours sont vagues, on n'est plus avec Françoise et Amir. QS doit incarner ses positions et trouver la façon de les communiquer et ne pas craindre la controverse. QS n'a pas besoin du CAD pour se faire tirer dessus par la droite. On est un parti de changement et on est une cible. Pour avancer, on doit politiser et mobiliser. »

« Ce que les gens ne voient pas c'est que pour des gens comme moi et pour les personnes racisées, on vit régulièrement avec des tas de menaces. En ce qui me concerne, le centre des crimes haineux de la police a un dossier plein à mon sujet. Je ne sens pas qu'il y a de la considération pour ce que ça représente, la direction n'en prend pas la pleine mesure. J'étais la première femme portant le voile à se présenter dans les rangs de QS, c'était quand même un événement. Lors de mon investiture, les médias étaient présents il y avait beaucoup de monde mais aucune personne de la direction, sauf Amir qui quittait ses fonctions. Lors de la campagne, Gabriel a tenu une conférence à l'université de Montréal dans ma circonscription. Contrairement à la pratique, il ne m'a pas invitée comme personne candidate. Je n'ai jamais senti non plus une volonté d'équité pour les personnes racisées dans les candidatures comme on le fait dans la structure interne avec les femmes. C'est quelque-chose auquel on devrait s'attarder. Et si je peux taire des choses qui me sont arrivées personnellement dans l'intérêt collectif, je ne peux en revanche accepter de me taire lorsque mes camarades vivent des injustices. Elle est là pour moi la cohérence. »

Quelles perspectives ?

« Au niveau personnel, je constate que QS a marqué ses limites. Je termine cette lutte avec mes camarades par

souci d'équité et pour la justice. Si je choisis un véhicule politique, je veux une cohérence. Ces luttes-là sont beaucoup trop importantes et si c'est impossible de les mener avec QS, je continuerai de les faire ailleurs, avec les mouvements de lutte populaires, avec le communautaire et les syndicats comme je le fais depuis 19 ans au Québec.

Au niveau général, il y a beaucoup de gens désillusionnés qui pensent à quitter, ce sont des enjeux importants qui méritent d'être bien traités, mais peut-être que le prochain CN sera le déclencheur. Peut-être aussi qu'il y aura suffisamment de monde qui voudront battre la motion ou la reporter, en misant sur les rencontres et la discussion. Si c'est le cas et que le CAD est maintenu, il va falloir s'attabler à des discussions sérieuses.

Et il y a toujours la stratégie, il faut que la direction soit franche. Quelles sont ses limites en termes politiques sur sa volonté d'agir concrètement sur les enjeux de l'antiracisme décolonial et être clair avec ses militantEs : on ne doit pas dépasser cette limite-là parce qu'on a l'intention d'aller chercher tel type d'électorat. C'est ce qu'on demande aujourd'hui.

Il ne faut pas oublier que les personnes qui votent ne voient que ce qu'elles perçoivent de l'extérieur, avec leurs tripes et leur ressenti. Les libéraux eux, sont à l'affût de cette clientèle. »

Alisha Tukkiapik est de nationalité Inuk et co porte-parole du CAD. Elle nous révèle avec beaucoup de senti sa réalité et sa vision de la politique et du changement social au Québec. La Commission nationale autochtone dont elle a été une des fondatrices et porte-parole ainsi que son adhésion au CAD par la suite, prennent une place importante dans son parcours militant puisque ils sont à l'origine de son implication militante à Québec solidaire suite à sa première campagne électorale, comme candidate de l'Ungava. Comme pour beaucoup de personnes racisées, le Conseil national de mars 2019 qui, suite à un important débat, a adopté la position ouverte et non restrictive concernant les signes religieux, a été un point tournant qui a approfondi son adhésion et son implication à QS. Elle nous a accordé cette entrevue en partie en français et en partie en anglais, puisque le français n'est pas sa langue maternelle.

« Je veux dire la vérité concernant mon histoire. Tenter d'expliquer pourquoi le CCN est fâché contre le collectif. Ça commence avec ma candidature et la lutte pour la CNA que j'ai quitté pour ensuite entrer dans le CAD. Je veux expliquer mon histoire sans plus de retenue. Je suis prête à parler je me suis retenue si longtemps, et je prends tellement QS à coeur. »

« Je suis tannée de me faire dire qu'ils ont de bonnes intentions, mais que ça ne change pas. Je vais pousser pour mes gens pour être certaine qu'ils sont inclus. Je n'ai pas eu d'autre choix que de faire pression pour prendre ma place et faire entendre ma voix. Parce que personne ne vas nous écouter si nous restons silencieux. Je suis un peu vue comme un "loose". J'ai trop de fatigue mentale et de peine. Ils ne m'ont pas vu d'un bon oeil, parce que je parle fort. Ce n'est pas bon pour l'image de QS. »

« C'est compliquer pour moi de m'insérer. Il y 11 différentes nations, nous n'avons pas tous la même image ni les même lieux de vie, c'est normal qu'on ne pense pas tous pareil. Je ne peux parler pour toutes les nations autochtones parce que je ne sais pas tout. Mais mes premières expériences à QS ont été décevantes. Lors du voyage avec l'équipe de Manon à Kuujjuak, je me suis investie beaucoup. Mais j'ai trouvé qu'on n'avait pas rapporté grand-chose de cette réalité sauf la détérioration environnementale. On n'a pas parlé du coût des logements et de l'alimentation, des échanges avec les représentants autochtones. J'ai commencé à comprendre qu'il fallait que je prenne la parole et que je parle fort. Ce qui me heurte le plus, c'est que les autochtones n'ont généralement confiance à aucun parti politique. Mais j'ai joint QS et j'ai convaincu les miens. Et maintenant je me fait mettre à part avec le Collectif, c'est ce qui m'attriste le plus. »

Comment te sens-tu à la veille du Conseil national et la résolution de blâme envers le collectif ?

« Pour moi j'ai toujours poussé comme militante, comme Inuk, je ne dis pas que le CAD n'a pas fait d'erreurs, on en a fait. Mais si quelqu'un fait une erreur du côté du CCN, ça passe plus. Mais nous n'avons pas la même attention. Le CAD n'a pas été inclus dans la réflexion antiraciste. Un paquet de monde ne comprend pas comment nous nous sentons opprimés et comment cela affecte notre façon de percevoir, de sentir et de parler.

Il est difficile de dire ce qu'on pense, surtout lorsque ce n'est pas nécessairement ce que la direction veut qu'on dise, alors on a essayé de trouver un chemin. Il faut un dialogue sur comment on va travailler. »

« Comme Inuk on ne voit pas de la même façon. Je ne connais pas Attaran et je ne sais pas ce qu'il représente exactement. Je ne suis pas éduqué suffisamment et renseignée pour juger de ce qu'il dit. Sur la question de dire que quelqu'un a des amis dans la faschosphère, je comprends maintenant l'erreur. Mais les gens oublient le contexte de cette situation, il s'agissait d'un cri de désespoir et d'impuissance devant les gens qui meurent dans les hôpitaux.

Ils ont réagi parce que c'est QS. Je l'ai vu venir parce qu'en tant qu'autochtone, je suis habituée à recevoir des coups. Mais la direction de QS n'a pas réagi de la bonne façon. Nos députés auraient pu à tout le moins leur dire que c'est le gouvernement qui a créé cette situation d'exclusion avec la loi 21 ou son refus de reconnaître qu'il y a du racisme systémique au Québec. Après plus de deux ans à essayer de nous faire entendre par la direction de QS sur plusieurs enjeux, que ce soit de me faire taire, insulter et invisibiliser par plusieurs lorsque j'ai siégé au CCN comme co-porte-parole de la Commission nationale autochtone, ou par nos tentatives d'avoir une place au sein de différents comités afin de contribuer nos voix, nous étions exaspéréEs, découragéEs et oui fâchéEs de nous faire ignorer et diffaméEs par la lettre de la présidente aux membres.

J'ai compris que le CCN ne veut pas m'entendre, ni ceux et celles qui poussent pour le changement. J'ai compris que peu importe mes tentatives de me faire entendre, ce que j'ai à dire dérange. Alors oui, nous avons écrit cette lettre pour exiger notre droit de réplique à des accusations. On nous a critiqués d'avoir inclus une mise en demeure. Mais pourquoi l'exécutif a-t-il choisit d'écrire cette lettre à tout le parti sans nous en avoir parlé au préalable ? Pourquoi sommes-nous accuséEs de vouloir le droit de nous défendre ? »

Il faut maintenant penser au Québec qu'on veut construire et que tout le monde se sente inclus.

« Mais va-t-on exclure les gens qui pensent différemment ? Il y a un grand fossé sur cette question concernant la politique. Joyce la seule raison pour laquelle les gens l'ont cru, c'est qu'elle avait enregistré les événements. Nous devons avoir une voix. La situation que se présente avec la proposition du CCN démontre que le parti n'est pas prêt. Nous avons nos propres différences. On doit ouvrir l'espace et ne pas être hostile envers les différentes voix qui cherchent un lieu d'écoute. On doit avoir un débat et non pointer du doigt. Mais je n'ai pas de pouvoir pour forcer la direction à nous écouter. Je n'aime pas l'accusation qu'on veut détruire QS pour quoi ferait-on ça ? Pourquoi je m'impliquerais autant dans ce parti si je voulais le détruire ? Il faut arrêter de blâmer et pointer du doigt. 6+3 donne 9 mais 5+4 aussi. Cette approche et ces accusations perpétuent le traitement paternaliste et colonial que mon peuple et d'autres vivent depuis trop longtemps. Si QS veut évoluer, on doit se demander plutôt pourquoi on en est rendus là. »

Quel message veux-tu donner aux personnes déléguées ?

La déception peut être dangereuse si tu ne regardes pas l'ensemble de la situation. On ne doit pas se fier à ce qui est véhiculé dans les médias. Il y a plus de ce qui a été dit, plus de situations non connues de vécus d'oppression. J'ai vécu beaucoup de choses au sein de QS que j'ai choisi de les garder pour moi, parce que ce qui me préoccupe, ce

L'angle mort de la politique

sont nos luttes. On devrait encourager les discussions et les débats, plutôt que punir. Si on n'a pas cette ouverture, QS n'avancera pas. Même sans le CAD ou quoi que ce soit d'autre.

Il faut être capable d'avoir un dialogue, la reconnaissance et l'acceptation des différences. Il y a toujours plus que ce que l'oeil peut voir.